

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4.422 RAB

Réseau

(Service central du Personnel)

(Division des Effectifs)

Organisation de la
nation en temps de guerre

OBJET DE LA CONSULTATION

Régularité des retraites
de moins de 5 ans

Projet de décret relatif au rappel
des retraites de moins de cinq ans

Références : art 14, L. 11 juillet 1938
art 14, D. 28 nov. 1938

Observations :

D^{re} N° 4.422 RAB Aff. : Organisation de la nation en temps de guerre

A. Rebaud

a' classe Taux h
domic

Requisition la rthart's.

31/8

8

NOTE pour Monsieur LEFORT

Chef de la Division des Effectifs
Service Central du Personnel

La correction effectuée par
M. BARTH n'appelle aucune objection.

A la réflexion je pense que l'on
pourrait compléter l'article 3 par une
clause de sauvegarde qui pourrait être
ainsi libellée et qui constituerait l'a-
linéa 2 dedit article :

"Toutefois cette rémunération ne
" pourra jamais être inférieure au montant
" de la pension de retraite, y compris
" toutes allocations accessoires perçues

" par l'intéressé au moment de son rappel
" en service".

LE CHEF DU CONTENTIEUX,



COMMUNIQUÉ

à Monsieur AURENCE, Chef du Service du
Contentieux,

de la part de M. LEFORT, qui vous serait
obligé de bien vouloir lui faire connaître
si la correction effectuée par M. BARTH
ne donne pas lieu à objection de votre part.

Paris, le 30 Août 1939.

Monsieur le Chef de la Division des Effectifs
Service Central du Personnel

Comme suite à notre entretien de ce jour, je
m'empresse de vous faire parvenir ci-joint le texte
d'un projet de décret relatif au rappel des retraités
de moins de cinq ans, projet qui me paraît répondre
aux vœux que vous m'avez exposés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

7

29.8.1939.

PROJET.Del
Col

ORDRE GENERAL N°...

Nm
40

XVII

Paris, le

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre, les personnes titulaires d'une pension de retraite ayant appartenu à un titre quelconque à la S.N.C.F., sont maintenues à disposition de celle-ci pendant une période de 5 ans à compter de la date de leur admission à la retraite, sous réserve de remplir les conditions d'aptitude physique et intellectuelle nécessaires.

La situation de chacun des agents retraités qui seront utilisés par la S.N.C.F. en application de ces dispositions sera réglée de la manière suivante :

ARTICLE 1er. - L'agent sera embauché comme auxiliaire et ne pourra pas être réaffilié à la Caisse des Retraites. La S.N.C.F. pourra le licencier moyennant un préavis de 8 jours.

ARTICLE 2 - La rémunération de l'agent sera égale à la rémunération brute d'un agent du cadre permanent se trouvant à l'échelon (ou chevron) dont bénéficiait l'intéressé au jour de son départ en retraite et à l'échelle de l'emploi qui lui sera attribué soit lors de sa reprise de service, soit ultérieurement, diminuée d'une quantité égale à la retenue que subirait un agent du cadre permanent affilié à la Caisse des Retraites de 1911.

Le paiement de la retraite sera suspendu et le montant de la pension sera versé par la Caisse des Retraites à la S.N.C.F.

ARTICLE 3. - Sous réserve des dispositions des articles 1 et 2, la situation de l'agent sera réglée conformément aux dispositions applicables aux agents du cadre permanent.

Il sera, en particulier, soumis au régime des agents du cadre permanent en matière de maladie et d'invalidité et n'aura pas à être immatriculé aux Assurances Sociales, une part de sa rémunération devant être considérée comme représentant sa pension de retraite et ses accessoires.

.....

*Requiesce me
Journé par jour
à l'annuel*

Sans Hausmann en projet de décret

Il sera affilié à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. mais non aux autres Caisses de Prévoyance (EST - POM - Caisse de maladies A.L.).

ARTICLE 4 - A l'expiration de son service à la S.N.C.F. il sera replacé dans la situation d'agent retraité dans laquelle il se serait trouvé s'il n'avait pas été rappelé.

F

11

PROJET DE DECRET

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre
de la Défense Nationale et de la Guerre et du Ministre
des Travaux Publics,

Vu l'article 14 dernier alinéa de la loi du 11
juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation
pour le temps de guerre,

Vu l'article 14 du règlement d'administration pu-
blique du 28 novembre 1938 pris pour l'application de la
loi précitée;

DECRETE:

Article premier. - Les agents retraités des Che-
mins de fer d'intérêt général, rappelés en service par
la Société Nationale des Chemins de fer en vertu de l'ar-
ticle 14 de la loi du 11 juillet 1938, seront soumis aux
dispositions applicables aux agents du cadre permanent
sous les réserves ci-après:

Article 2.- La Société Nationale pourra, à toute
époque et dans les conditions dont elle sera juge, cesser

11

d'utiliser les agents ainsi rappelés moyennant simple préavis de huit jours.

Article 3. - La rémunération de l'agent rappelé sera égale à la rémunération brute d'un agent du cadre permanent, se trouvant à l'échelle de l'emploi attribué à l'intéressé, soit lors de sa prise de service, soit ultérieurement et à l'échelon ou chevron dont bénéficiait l'agent au jour de son départ en retraite, défaction faite d'une somme égale à la retenue qui grèverait le traitement ainsi déterminé, en application de la loi du 21 juillet 1911 sur le régime des retraites.

Le paiement de la retraite sera interrompu et le montant de la pension sera porté au crédit du compte Exploitation de la S.N.C.F.

Article 4. - Les agents ne seront pas réaffiliés à la Caisse des Retraites et ne bénéficieront pas de la législation sur les Assurances sociales.

Toutefois, ils seront affiliés à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F., à l'exclusion de toutes autres Caisses.

Article 5. - A l'expiration de leur service à la S.N.C.F., les agents seront replacés dans leur situation ultérieure d'agents retraités.

....

Article 6. - Le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, le Ministre des Travaux Publics sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le

F 11

PROJET DE DECRET

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre
de la Défense Nationale et de la Guerre et du Ministre
des Travaux Publics,

Vu l'article 14 dernier alinéa de la loi du 11
juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation
pour le temps de guerre,

Vu l'article 14 du règlement d'administration pu-
blique du 28 novembre 1938 pris pour l'application de la
loi précitée;

DECRETE:

Article premier. - Les agents retraités des Che-
mins de fer d'intérêt général, rappelés en service par
la Société Nationale des Chemins de fer en vertu de l'ar-
ticle 14 de la loi du 11 juillet 1938, seront soumis aux
dispositions applicables aux agents du cadre permanent
sous les réserves ci-après:

Article 2.- La Société Nationale pourra, à toute
époque et dans les conditions dont elle sera juge, cesser

d'utiliser les agents ainsi rappelés moyennant simple préavis de huit jours.

Article 3. - La rémunération de l'agent rappelé sera égale à la rémunération brute d'un agent du cadre permanent, se trouvant à l'échelle de l'emploi attribué à l'intéressé, soit lors de sa prise de service, soit ultérieurement et à l'échelon ou chevron dont bénéficiait l'agent au jour de son départ en retraite, défalcation faite d'une somme égale à la retenue qui grèverait le traitement ainsi déterminé, en application de la loi du 21 juillet 1911 sur le régime des retraites.

Le paiement de la retraite sera interrompu et le montant de la pension sera porté au crédit du compte Exploitation de la S.N.C.F.

Article 4. - Les agents ne seront pas réaffiliés à la Caisse des Retraites et ne bénéficieront pas de la législation sur les Assurances sociales.

Toutefois, ils seront affiliés à la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F., à l'exclusion de toutes autres Caisses.

Article 5. - A l'expiration de leur service à la S.N.C.F., les agents seront replacés dans leur situation ultérieure d'agents retraités.

Article 6. - Le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, le Ministre des Travaux Publics sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le